

Sortons de l'impasse, Développons le combat de classe !

La crise c'est pas la notre !

Dès la fin des «30 glorieuses», la crise du capitalisme a commencé par l'augmentation du prix du pétrole en 1973. Cela a entraîné la baisse du taux de profit pour les capitalistes, qui ont alors mis en place des **plans de restructuration** de l'économie. Ils se sont attaqués aux secteurs des mines, de la sidérurgie et déjà de l'automobile avec un plan de liquidation de Renault-Billancourt.

Dans les années 90, l'implosion de l'URSS et de ses satellites a ouvert un marché immense au capital financier pour étendre sa domination. Les capitalistes ont également délocalisé une partie de la production vers les «tigres de l'Asie», ce qui a entraîné des **licenciements massifs**. Mais les travailleurs de ces pays, ouvriers en tête, ont lutté pour des augmentations de salaires et des droits sociaux en Corée du Sud et à Taïwan.

De son côté, la Chine offrait aux capitalistes des coûts salariaux bien inférieurs dans beaucoup de secteurs. D'autres pays vont devenir plus attractifs, comme les pays du sud-est asiatique, l'Inde, etc. Cette **politique criminelle d'exploitation** a outrance a notamment produit récemment un drame ouvrier au Bangladesh.

Cette politique de **délocalisation de la production** appliquée au fur à mesure par les gouvernements de droite ou de gauche depuis Giscard en passant par Mitterrand, Chirac, Sarkozy et aujourd'hui Hollande, a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui : plus de 5 millions de chômeurs officiels et 9 millions de précaires.

L'Etat, au lieu de taxer ou exproprier les monopoles bradeurs de l'outil de production, leur verse des primes que les travailleurs payent par les augmentations d'impôts, des taxes, par la diminution des retraites, l'augmentation du nombre d'annuités, etc.

Alors que les capitalistes profitent de la crise pour réorganiser leur appareil de production et maintenir ou augmenter leur taux de profit, c'est aux travailleurs et travailleuses qu'ils font payer le prix de la crise ! Les partis à la tête des gouvernements ne représentent donc pas les travailleurs mais bien la bourgeoisie.

Les droits des travailleurs mis à mort !

L'**accord de flexi-sécurité** (dit Accord National Interprofessionnel) signé par la CFDT, la CFTC et la CGC apporte un sérieux coup de main au MEDEF et met le travailleur à la merci du patron.

Selon cet accord, le soi-disant «Plan de Sauvegarde de l'Emploi» (PSE) – qui devrait en fait s'appeler Plan de Destruction de l'Emploi – sera soumis à un accord majoritaire ou à l'administration pour empêcher le contrôle des tribunaux qui peuvent demander sa modification ou des indemnités pour les salariés. Le patron pourra garder les travailleurs qu'il estime les plus compétents et non les plus anciens, mis à la porte avec des cacahuètes. Les entreprises pourront baisser les salaires et le temps de travail en «s'engageant» à ne pas licencier. Ceux qui refuseront

l'accord signé entre le patron et les syndicats seront licenciés sur le champ, sans reclassement ou autres mesures. Les patrons pourront imposer des changements de postes ou de lieu de travail. Il y aura des prétendus droits «rechargeables» pour ceux qui auront retrouvé un emploi à condition que cela n'aggrave pas le «déficit de la Sécu». Les CDI seront exonérés de cotisations d'assurances chômage pendant 3 ou 4 mois. **Encore un cadeau aux patrons.** Les soi-disant nouveaux droits accordés aux travailleurs par cet accord sont du pipeau !

Les droits sociaux, le code du travail, les retraites ont été liquidés en partie par la **conciliation entre le MEDEF et les directions réformistes des syndicats**. L'appel à la grève générale lors des grandes manifestations contre les retraites n'a pas été repris par les confédérations. Et pourtant c'est un **blocage massif de l'économie** en 1936 et 1968 qui a permis d'obtenir des augmentations de salaires et des droits nouveaux, comme c'est la Résistance armée qui a pu faire adopter le programme du CNR en 1945 qui a mis en place la Sécurité Sociale et d'autres mesures progressistes pour les travailleurs.

Mais ces mouvements historiques n'ont pu qu'arracher des concessions au patronat, sans leur arracher le pouvoir, car **les partis et syndicats de lutte de classes qui animaient les luttes sont devenus des réformistes et des pacifistes**. Ils disent aujourd'hui : «Il faut tenir compte de la crise, tenir compte de cette réalité, tout le monde doit se serrer la ceinture, se mettre à la place des entreprises». Mais jamais les patrons ne se mettent à la place des ouvriers et ouvrières !

Les illusions sur la marche à suivre

Certains, comme Mélenchon, proposent la **6ème République**. Ce serait une République de la démocratie, du renouveau de 1789 -qui d'ailleurs ne s'est pas déroulée pacifiquement-, et la tenue d'une nouvelle constituante qui aurait pour but de réformer le système, de conquérir des droits par la voie pacifique.

Mais **Mélenchon est un vendeur d'illusion**. L'Etat d'aujourd'hui sert les intérêts de la bourgeoisie, qui sont inconciliables avec les intérêts des travailleurs. Tout l'appareil d'Etat, les institutions, etc. ont la fonction de servir les intérêts de la bourgeoisie. Il est donc **impossible de les réformer «de l'intérieur»** au bénéfice des travailleurs. Toutes les expériences historiques le montrent.

Dans le système capitaliste, **l'Etat est le représentant des classes dominantes** et applique les lois qui protègent la propriété des moyens de production. Comment est-il alors possible de





mener une politique pour les travailleurs sans exproprier les exploiters? Comment résoudre le problème des logements vides sans procéder à des réquisitions massives? Comment assurer une bonne santé pour toutes et tous sans enlever la propriété des groupes pharmaceutiques? La bourgeoisie détient tous les moyens de production et l'appareil d'Etat pour les défendre et elle ne les lâchera pas sans heurts. **La voie pacifique, la voie parlementaire, est donc une illusion!**

Les «solutions» réformistes nous conduisent droit dans le mur car elles ne posent pas la **question du pouvoir** et de qui doit diriger la société et sont donc incapables de résoudre réellement la crise. Les réformistes finissent toujours par se mettre du côté du patron. En parlant de «réforme sociale» et en faisant le contraire, ils ne font qu'augmenter le danger fasciste qui s'appuie sur ces insuffisances. Surtout que la bourgeoisie en pleine crise utilisera tous les moyens pour garder le pouvoir et n'hésitera pas à faire appel aux fascistes, **les pires ennemis de la classe ouvrière.**

La seule solution pour combattre la crise, c'est que la classe ouvrière reconstruise les instruments nécessaires pour mener la lutte radicale, la lutte révolutionnaire pour le renversement du système dans l'objectif de prendre le pouvoir. Sans le pouvoir aux travailleurs et travailleuses, impossible de prendre en main les outils de production (les usines, les terres, etc.) afin que la production n'ait plus pour but d'enrichir une poignée mais de répondre aux besoins des larges masses. Sans le pouvoir, impossible de garantir que les droits fondamentaux soient respectés (travail, logement, éducation, santé, ...). Pour cela, **il n'y a pas d'autre alternative que la révolution prolétarienne.**

Et aujourd'hui, que faire?

Malgré un courage sans bornes, les travailleurs et travailleuses en lutte sont le dos au mur, trompés par

Contre les attaques de la bourgeoisie sur les droits des travailleurs, rendons coup pour coup!

Nous ne payerons pas leur crise, nous la résoudrons en abattant le capitalisme!

Construisons les outils de la révolution!

PC maoïste de France

drapeaurouge@yahoo.fr
drapeaurouge.over-blog.com

la prétendue «gauche» que nombre d'entre eux avaient élu pour en finir avec Sarkozy. **On ne compte plus les fermetures d'entreprises** (Mittal, PSA, Virgin, etc.) ou les restructurations partielles. Contre l'abandon d'un soutien efficace des confédérations syndicales, ils comptent sur leurs propres forces, s'organisent entre syndiqués et non-syndiqués. Mais une fois les luttes terminées, surtout quand la boîte a fermé, il ne reste plus rien, chacun se retrouve dispersé dans la nature.

Dans une première étape, pour remédier à cela, les licenciés (ou futurs licenciés) de toutes les entreprises liquidées doivent former un **Comité de Lutte permanent**, dont l'objectif est d'établir un réseau sur tout le territoire, réseau comprenant les usines ou entreprises en lutte et celles qui sont menacées, pour créer un rapport de force partant de la base, pour former un **Front Ouvrier** indépendant des réformistes et conciliateurs de tous bords.

Dans cet objectif, nous devons poursuivre la reconstruction:

★ du **Parti** de celles et ceux qui sont exploités et révoltés, le Parti Communiste maoïste qui prend en compte les expériences du passé et élabore la ligne à mettre en œuvre aujourd'hui et demain;

★ du **Front Uni** rassemblant les différentes luttes qui traversent la société et où se retrouvent toutes celles et ceux qui veulent un changement véritable;

★ de la **force populaire** qui sera capable de renverser la bourgeoisie et son Etat pour prendre le pouvoir afin de bâtir une société sans classe ni exploitation où les travailleurs seront maîtres de leur destin!

